

Juliette Dumont

De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : le parcours du Brésil dans l'entre-deux-guerres

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Juliette Dumont, « De la coopération intellectuelle à la diplomatie culturelle : le parcours du Brésil dans l'entre-deux-guerres », *Caravelle* [En ligne], 99 | 2012, mis en ligne le 04 décembre 2013, consulté le 26 février 2014.

URL : <http://caravelle.revues.org/442>

Éditeur : Presses universitaires du Mirail

<http://caravelle.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://caravelle.revues.org/442>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© PUM

*De la coopération intellectuelle
à la diplomatie culturelle :
le parcours du Brésil
dans l'entre-deux-guerres*

PAR

Juliette DUMONT

IHEAL-CREDAL

Cet article s'inscrit dans le champ des relations culturelles internationales. Il est en effet question de la manière dont le Brésil a élaboré une diplomatie culturelle à partir des réseaux et instruments de la coopération intellectuelle, que celle-ci soit internationale ou inter-américaine.

Longtemps à la marge de l'historiographie, l'étude des relations internationales sous l'angle de la culture est devenue incontournable. En France, le colloque organisé par Pierre Milza sur le thème *Culture et Relations internationales*, dont les contributions ont nourri les numéros 24 et 25 de la revue *Relations Internationales* en 1985, était pionnier en la matière, même s'il y a eu avant cela des études sur ce sujet. Plus tard, Robert Frank, dans son introduction au n° 115 de *Relations Internationales* qui restitue les contributions d'un colloque organisé en 2003 sur la diplomatie culturelle, propose la définition suivante : « Il s'agit d'échanges, égaux ou inégaux, de représentations du monde et de modèles, ainsi que de productions d'objets symboliques entre des espaces séparés par des frontières¹. »

¹ Robert Frank, « Diplomatie et transferts culturels au XXe siècle », *Relations internationales, Introduction*, n° 115, Paris, 2003, p. 32.

Notre étude mêlant les notions de coopération intellectuelle/rerelations culturelles et de diplomatie culturelle, il convient de les distinguer, ainsi que le fait J.M. Mitchell dans son ouvrage *International Cultural Relations*². Les relations culturelles sont, d'après cet auteur, « conduites à l'initiative d'institutions aussi bien publiques que privées³ », leur but n'est pas « la recherche d'un intérêt unilatéral », mais celle de la « compréhension et de la coopération entre différentes sociétés nationales dans une optique de profit mutuel⁴ ». La diplomatie culturelle, elle, a une « portée plus restreinte car elle est essentiellement l'affaire de gouvernements » ; elle présente deux niveaux d'action : celui qui a trait aux « accords, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, qui sont passés entre des gouvernements pour permettre, faciliter ou inciter des échanges culturels », et celui, plus ténu, moins évident, qui a pour but d'« impressionner, de présenter une image favorable, de sorte que les opérations diplomatiques dans leur ensemble soient facilitées⁵ ».

Diplomatie culturelle et relations culturelles internationales sont donc intrinsèquement liées, même s'il faut opérer une distinction entre les deux. Nous suivons en cela Edgard Telles Ribeiro quand il affirme que « les relations culturelles internationales ont pour objectif le développement, sur le temps long, d'une plus grande compréhension et approximation entre les peuples et les institutions dans une perspective de profit mutuel », et que « la diplomatie culturelle serait alors [...] l'utilisation spécifique de ces relations culturelles pour la réalisation d'objectifs non seulement culturels mais aussi politiques, commerciaux ou économiques⁶ ». Il ajoute : « Bien que quasiment intangible au niveau des résultats immédiats, la diplomatie culturelle est toujours enracinée dans des considérations et des priorités assez concrètes ».

La période de l'entre-deux-guerres marque, pour les relations internationales, de profondes transformations, décisives du point de vue de la diplomatie culturelle. D'une part parce que les gouvernements se sont rendus compte des possibilités offertes par les organes chargés de la propagande, et décident souvent de les conserver une fois le conflit terminé, même s'il est nécessaire de les adapter au temps de paix. D'autre part, l'application des principes wilsoniens introduit une nouvelle donne par la proclamation, au moins formelle, d'une « diplomatie ouverte »,

² J. M. Mitchell, *International Cultural Relations*, Londres, Allen & Unwin/British Council, 1986.

³ *Idem*, p. 3.

⁴ *Idem*, p. 4.

⁵ *Idem*, p. 5.

⁶ Edgard Telles Ribeiro, *Diplomacia cultural : seu papel na política exterior brasileira*, Brasília, Instituto de pesquisa de relações internacionais, 1989, p. 23.

caractérisée par la création d'organes supra-nationaux et par le rôle donné à l'opinion publique internationale.

La France apparaît pionnière en la matière : tous les ouvrages sur les relations culturelles internationales insistent sur cette primauté, et de nombreuses études ont été menées pour analyser la politique culturelle française. On citera notamment la thèse d'Hugo Rogélio Suppo sur la politique culturelle française au Brésil des années 1920 aux années 1950⁷ [2002], et l'ouvrage de Gilles Matthieu, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*⁸.

Ce qui nous intéresse ici, c'est le renversement de perspective qui fait du Brésil non plus l'objet mais le sujet d'une diplomatie culturelle. Ce n'est pas tant sa structuration et ses développements qui vont nous intéresser ici, ce thème ayant déjà fait l'objet d'un article⁹. Nous aimerions montrer comment s'est construit un discours sur la nécessité d'une telle politique à partir des structures de la coopération intellectuelle, qu'elles soient internationales ou inter-américaines. Autrement dit, il s'agit de mettre à jour l'imbrication d'intérêts nationaux avec des réseaux et des pratiques qui relèvent du transnational.

Il nous faut revenir brièvement sur l'insertion du Brésil dans les relations internationales qui se fait au moment où celles-ci connaissent une reconfiguration majeure, mais aussi dans un contexte national profondément perturbé, où se mêlent difficultés économiques, disputes politiques et dissensions internes. Les années 1920 sont marquées par la montée en puissance des contestations de ce que Bartolomé Bennassar et Richard Marin ont nommé la « République des *fazendeiros* »¹⁰. Ces contestations aboutissent à la « Révolution » de 1930 qui porte Getúlio Vargas au pouvoir.

Quant à la politique extérieure brésilienne de ces années 1920, Eugênio Vargas Garcia en rappelle les grands traits, dans son ouvrage *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)* : alignement sur les États-Unis et tentative d'établir avec eux une relation spéciale ; recherche d'une reconnaissance internationale ; utilisation de la diplomatie multilatérale comme instrument pour affirmer le prestige du pays sur la scène

⁷ Hugo Rogélio Suppo, *La politique culturelle française au Brésil entre les années 1920 et 1950*, Paris, IHEAL, 2002.

⁸ Gilles Matthieu, *Une ambition sud-américaine. Politique culturelle de la France (1914-1940)*, Paris, L'Harmattan, 1991.

⁹ Anaïs Fléchet, Juliette Dumont, « Pelo que é nosso ! Naissance et développements de la diplomatie culturelle brésilienne au XX^e siècle », in « L'Amérique latine dans les relations internationales », Revue *Relations internationales*, n° 137, 2009, numéro spécial dirigé par Olivier Compagnon, p. 61-75.

¹⁰ Bartolomé Bennassar, Richard Marin, *Histoire du Brésil, 1500-2000*, Paris, Fayard, 2000, p. 277.

internationale ; continuité du modèle économique de valorisation du café et de stimulation à l'exportation ; et résistance aux propositions de désarmement, thème récurrent dans l'agenda mondial de cette décennie¹¹.

La révolution de 1930 n'altère pas en profondeur ces grandes orientations ; dans son article « A Revolução de 1930 e a política exterior brasileira : ruptura ou continuidade ? ¹² », Gerson Moura préfère parler de « redéfinition ». Le gouvernement provisoire de 1930 a été très vite reconnu à l'extérieur. Le seul changement réside dans la place croissante occupée par les relations commerciales. L' « ère nationale », ouverte par la Révolution de 1930 et confirmée par la proclamation de l'*Estado Novo* en 1937, introduit néanmoins un changement de paradigme¹³. Si, comme l'avait affirmé Gerson Moura, il n'y a pas de rupture brutale en 1930, on observe cependant le passage d'une posture plus ou moins passive en relation au système international à une tentative d'insertion active dans les cadres de l'ordre mondial en construction.

Le but de cet article est de replacer l'émergence d'une diplomatie culturelle brésilienne dans un contexte plus large, notamment latino-américain, battant ainsi en brèche l'idée selon laquelle le Brésil serait isolé au sein du sous-continent. Nous verrons en effet, dans un premier temps, qu'il existe une dynamique latino-américaine de coopération intellectuelle, dont fait partie le Brésil. Nous nous appuyerons en outre, tout au long de notre analyse, sur un ouvrage publié en 1930 par Xavier de Oliveira, professeur à l'Université de Rio de Janeiro et médecin, qui retrace le parcours d'un projet par lui initié : celui d'un Institut Inter-américain de Haute Culture. Une telle initiative est non seulement révélatrice de la volonté du Brésil d'apparaître comme l'un des chantres de la coopération intellectuelle mais aussi de son désir de faire figure de leader régional et d'occuper une place de choix dans la dynamique panaméricaine. Cet institut ne connut cependant pas la postérité souhaitée par son auteur, et c'est plutôt vers une structure européenne que se dirigea l'effort brésilien pour construire son image sur la scène internationale. De fait, le Brésil participa de manière assez active aux travaux de l'Institut International de Coopération intellectuelle, ancêtre de l'UNESCO créé en 1924 sous les auspices de la Société des Nations. Ce positionnement entre Amérique et Europe sera l'objet de notre

¹¹ Eugênio Vargas Garcia, *O Brasil e a Liga das Nações (1919-1926)*, Porto Alegre, Editora da Universidade, 2000, p. 50.

¹² Gerson Moura, « A Revolução de 1930 e a política exterior brasileira : ruptura ou continuidade ? », dans *A Revolução de 1930, Seminário internacional*, Ed. Universidade de Brasília, 1983, p. 573-596.

¹³ Voir Paulo Roberto de Almeida, *Relações internacionais e política exterior do Brasil : história e sociologia da diplomacia brasileira*, Porto Alegre, Ed. da UFRGS, 2004, p. 23.

deuxième partie. Nous verrons enfin comment les acteurs brésiliens de ces différents types de coopération intellectuelle bâtirent un discours que l'on peut identifier comme le fondement de la diplomatie culturelle brésilienne.

I. *Teias americanas*¹⁴ : l'émergence d'une coopération intellectuelle inter-américaine

Comme cela a été énoncé en introduction, la coopération intellectuelle peut-être le fruit d'initiatives individuelles ou d'institutions (universités, académies, sociétés savantes). Le rôle des États ou des organismes internationaux apparaît dans un deuxième temps, pour les appuyer, puis parfois pour les formaliser. C'est à cette dynamique que nous nous attacherons dans un premier temps, en nous intéressant plus particulièrement aux échanges et congrès scientifiques qui ont lieu dès le début du XX^e siècle en Amérique latine. Ils sont en effet présentés, tant par les chercheurs¹⁵, que par les acteurs de l'époque, comme la graine qui a fait germer un certain nombre de réseaux et de pratiques à partir desquels a été institutionnalisée la coopération intellectuelle dans cette partie du continent.

Lors de la Seconde Conférence Générale des Commissions Nationales de Coopération Intellectuelle qui a lieu à Paris en 1937, Miguel Osório de Almeida¹⁶, délégué du Brésil, présente un exposé intitulé « Rapport sur la coopération intellectuelle inter-américaine. Ses débuts, son évolution, son organisation¹⁷ ». Il y fait un tour d'horizon des actions menées pour développer des liens culturels entre des pays qui, finalement, se connaissaient peu et qui étaient absorbés par « [...] des problèmes d'organisation sociale et politique, ainsi que les questions économiques [...] ». Ce qui explique que « l'idée d'une coopération intellectuelle inter-américaine a mis très longtemps à se former et à s'imposer d'une manière claire et précise ». Cependant, l'idée d'une coopération intellectuelle s'est assez vite imposée car « [...] les États

¹⁴ Toiles américaines.

¹⁵ Voir Hugo Rogélio Suppo, « Ciência e relações internacionais. O congresso de 1905 », in *Revista da SBHC*, n°1, 2003, p. 6-20 et Marta Almeida, « Circuito aberto : idéias e intercâmbios médico-científicos na América latina nos primórdios do século XX », in *História, Ciências, Saúde – Manguinhos*, vol.13, n°3, juillet-sept. 2006, p. 733-757.

¹⁶ Miguel Osório de Almeida.

¹⁷ Archives de l'UNESCO, A III 56, « Rapport sur la coopération intellectuelle inter-américaine. Ses débuts, son évolution, son organisation », par Miguel Osório de Almeida.

américains ont souvent devant eux des problèmes analogues [...] ». Il finit par conclure à l'antécédence des initiatives de coopération intellectuelle en Amérique, par rapport à l'Europe :

On a commencé, alors, un peu partout en Amérique, à faire de la coopération intellectuelle avant la lettre. Des voyages, des réunions, des congrès, des conférences générales, des vœux, des recommandations, des résolutions, tous les moyens dont on pouvait disposer furent employés les uns après les autres¹⁸.

Par ce discours, Miguel Osório de Almeida, physicien reconnu, battait en brèche l'idée selon laquelle les échanges, intellectuels, scientifiques, culturels, entre pays latino-américains n'existeraient pratiquement pas, ou alors depuis très peu de temps. C'est aussi le point de vue défendu par Marta de Almeida dans sa thèse¹⁹. De fait, dans toute l'Amérique latine, le processus de modernisation qui se met en place à partir des années 1870 présente aux intellectuels un certain nombre de défis et de dilemmes communs au sous-continent, favorisant de la sorte les échanges. Katia Gerab Baggio²⁰ insiste sur le fait qu'en dépit d'évidentes particularités nationales et régionales, les mêmes problèmes se présentaient dans chaque pays (notamment les questions de santé publique) et que les réponses apportées se faisaient souvent sur la base des mêmes présupposés théoriques, européens notamment. Les scientifiques, et parmi eux les médecins, ont fait dès lors plus tôt que d'autres catégories d'intellectuels un effort de professionnalisation et de structuration de leur discipline.

Cela se traduit par l'organisation de congrès qui ont très tôt une envergure transnationale. Les Congrès Scientifiques latino-américains, dont le premier a lieu à Buenos Aires en 1898, et les Congrès de médecins latino-américains, dont la première édition est organisée à Santiago du Chili en 1902, en sont un bon exemple. Les pays du Cône Sud ont eu un rôle décisif dans la dynamique de ces rencontres : Argentine, Chili, Uruguay et Brésil fournissaient en effet à la fois les lieux de réunions et la majorité des participants. D'après leur règlement général, les Congrès médicaux latino-américains devaient atteindre cinq objectifs : contribuer au progrès des sciences médicales ; diffuser les

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Marta Almeida, *Da Cordilheira dos Andes à Isla de Cuba, passando pelo Brasil : os congressos médicos latino-americanos e brasileiros (1888-1929)*, Tese de doutoramento em História social, FFLCH, Universidade de São Paulo, São Paulo, 2004.

²⁰ Katia Gerab Baggio, *A « Outra América ». A América Latina na visão dos intelectuais brasileiros das primeiras décadas republicanas*, Tese de doutorado apresentada ao Departamento de História da Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas da Universidade de São Paulo, São Paulo, 1998, p. 17.

connaissances scientifiques qui présentaient un intérêt pour les nations latino-américaines ; favoriser l'adoption de mesures uniformes dans le cadre d'une protection sanitaire internationale ; créer et maintenir des liens de solidarité entre les institutions, les associations et les personnalités médicales d'Amérique latine, en favorisant les échanges intellectuels ; enfin, n'avoir des buts que scientifiques. Voilà qui répond parfaitement à la définition de la coopération intellectuelle. Avec pour corollaire la création de réseaux : de fait, on retrouve souvent les mêmes acteurs dans la composition des commissions organisatrices. Professeurs d'université, membres de sociétés savantes, et/ou responsables dans des services publics d'hygiène, autant de postes-clés qui favorisent la divulgation d'informations relatives aux congrès, notamment par le biais de réunions ou de publications.

Ces espaces de sociabilité que constituent les congrès permettent à leurs participants de nouer des liens personnels, ouvrant la voie à de futurs contacts, institutionnels ou extra-institutionnels, dans le cadre de missions, d'échanges ou de recherches. C'est ainsi qu'une délégation de médecins et d'étudiants de la Faculté de Médecine de Buenos Aires se rend à Rio de Janeiro en 1917, invitée par son homologue *carioca*. Cette initiative peut être replacée dans le droit fil du quatrième Congrès de Médecine latino-américain de 1904. Celui-ci a donné lieu à des articles parus dans la revue *Brazil-Médico* dans lesquels il était fait l'éloge du bon accueil réservé à Azevedo Sodré (qui a participé au Congrès de 1904 et a organisé celui de Rio en 1909) et Afrânio Peixoto (présent également au congrès de 1904) par leurs collègues argentins. Par ailleurs, figuraient dans cette même publication des notices biographiques de médecins argentins, dont Gregorio Araoz Alfaro, secrétaire général dudit congrès, qui faisait partie de la délégation argentine de 1917.

Compte tenu des rivalités historiques entre les deux pays, cet événement est abondamment commenté et provoque l'enthousiasme de ceux qui y ont participé. Ainsi Xavier de Oliveira en rend-il compte avec des accents quasi-lyriques :

Étudiants brésiliens et portenhos, professeurs portenhos et brésiliens, nous vivions dans une telle communion, un enthousiasme si sincère, que nous ressentions l'accord de nos sentiments, l'harmonie de nos pensées [...]²¹

En retour, Aloísio de Castro (directeur de la Faculté de Médecine de Rio de Janeiro), Nascimento Gurgel (professeur et président de la Société brésilienne de médecine et de chirurgie, « le plus Brésilien des

²¹ Xavier de Oliveira, *Intercambio Intellectual Americano, Contribuição brasileira á criação do 'Instituto Inter-americano de Cooperação Intellectual'*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, p. 55.

Américains, et le plus Américain des Brésiliens²² »), Miguel Couto (professeur à l'université de Rio, membre de l'Académie nationale de médecine), entre autres, furent invités en retour à Buenos Aires l'année suivante.

Le projet d'Institut Pan-américain de Haute Culture, défendu par Xavier de Oliveira, professeur à l'Université de Rio de Janeiro et médecin, dans une série d'articles publiés par le *Jornal do Brasil* en 1926, s'inscrit dans la continuité des échanges précédemment évoqués. Du moins est-ce ainsi que le présente son auteur. Le chilien Barros Borgoño (président de la commission organisatrice du premier Congrès médical latino-américain et ministre des Relations extérieures de 1918 à 1919), les argentins Araoz Alfaro, David Speroni, l'uruguayen Américo Ricaldoni, et les brésiliens Nascimento Gurgel, Aloísio de Castro et Antonio Austregésilo (médecin et député de 1922 à 1930) sont présentés par Xavier de Oliveira comme les « pères fondateurs » de la coopération intellectuelle latino-américaine. Selon lui, c'est lors du premier congrès de Médecine de 1901 que « la graine a été plantée²³ ».

Aux côtés des hommes de sciences, l'auteur mentionne également les juristes (dont les réunions avaient pour but l'unification du droit international américain), les ingénieurs (chargés de résoudre les problèmes de communication entre « les Amériques »), mais aussi l'Union Pan-américaine (son projet serait « seulement le résultat de l'œuvre grandiose²⁴ » de celle-ci), et le Baron de Rio Branco, ministre brésilien des Relations extérieures de 1902 à 1912, qui « rêva de cet idéal et vit dans sa réalisation la véritable confraternisation des peuples d'Amérique²⁵ ». Voici donc le but ultime de ce projet : resserrer les liens entre les divers pays d'Amérique, afin « d'établir sur des bases solides la paix américaine²⁶ ». Ainsi, dans sa préface à l'ouvrage de Xavier de Oliveira, Ronald de Carvalho²⁷ écrit-il : « Les peuples américains souffrent d'un mal que les générations modernes se doivent de corriger immédiatement, de toutes leurs forces : le mal d'une incompréhension et d'une méconnaissance réciproques²⁸. »

Il s'agit au début d'établir, dans chaque pays américain, un Institut de Culture américaine, sur le modèle de l'Institut Franco-brésilien fondé en 1925 par Georges Dumas et qui « a déjà apporté [au Brésil] de très bons

²² *Idem*, p. 41.

²³ *Idem*, p. 28.

²⁴ *Idem*, p. 75.

²⁵ *Idem*, p. 125.

²⁶ *Idem*, p. 16.

²⁷ Ronald de Carvalho (1893-1935) était un homme de lettres et un diplomate brésilien.

²⁸ *Idem*, p. 9.

résultats²⁹ ». C'est donc un outil de la diplomatie culturelle française qui sert de modèle, alors même que cet Institut doit signifier l'émancipation de l'Amérique latine vis-à-vis des influences européennes ou nord-américaines. C'est ce que nous montre cet extrait du discours prononcé par Antonio Austregésilo lorsqu'il défend le projet pour la deuxième fois devant la Chambre des Députés :

À quoi bon ?³⁰ Pourquoi publier, pourquoi montrer notre intelligence, notre savoir, nos progrès, si nous vivons des livres français, anglais, américains ou italiens ? Si notre science est quasi-mimétique, si nos mentors et nos études viennent de l'autre côté de l'Atlantique, si nous ne connaissons la vie sociale américaine que par le biais des télégrammes venant de France, d'Angleterre, des États-Unis ou de l'Italie ?³¹

Le projet est en effet présenté une première fois le 24 août 1926 devant la Chambre des Députés par Antonio Austregésilo, sous une forme un peu différente de celui proposé par Xavier de Oliveira dans ses articles du *Jornal do Brasil*. Le gouvernement brésilien fonderait l'Institut Pan-américain de Haute Culture, qui serait une annexe de l'Université de Rio de Janeiro, et le financerait. Son but principal serait d'organiser des échanges de professeurs.

Lors de sa deuxième présentation devant la Chambre, le projet est également remanié. Principal changement : l'Institut ne dépendrait plus de l'Université de Rio de Janeiro, mais serait subordonné au ministère des Relations Extérieures, « en harmonie avec le Département d'Enseignement³² ». Ce qui nous amène à l'autre argument présenté par Antonio Austregésilo devant les députés pour défendre ce projet : « Nous n'avons pas de publicité ; la publicité du Brésil est encore un fruit défendu³³. » Ou à la suite de la préface de Ronald de Carvalho : « Il y en a un, cependant, parmi les pays de notre continent, qui par rapport aux autres, a souffert considérablement de cette maladie commune : c'est le Brésil³⁴. »

²⁹ *Idem*, p. 16.

³⁰ En français dans le texte.

³¹ *Idem*, p. 58.

³² *Ibid.*, p. 62.

³³ *Ibid.*, p. 58.

³⁴ *Ibid.*, p. 9.

II. Le Brésil entre l'Amérique et l'Europe

L'étude du projet d'Institut Interaméricain de Haute Culture apparaît donc révélateur des interrogations quant à la place du Brésil sur la scène internationale, tant en termes géopolitiques qu'identitaires.

Le projet d'Institut Inter-Américain de Coopération Intellectuelle : un panaméricanisme à la brésilienne

« Le panaméricanisme du Brésil n'est pas une idée née du danger [...] ; c'est un désir qui vient de loin, c'est une aspiration bi-séculaire³⁵. »

« Le Brésil est, et en même temps n'est pas l'Amérique latine³⁶. »

C'est en premier lieu la question de la place du Brésil en Amérique qui se pose ici. Le Manifeste Républicain de 1870 commençait ainsi : « Nous sommes de l'Amérique, et nous voulons être Américains ». D'un côté, cette proclamation semble tout à fait normale : le Brésil et l'Amérique espagnole ont eu des trajectoires similaires : trois siècles de colonisation ibérique ; l'indépendance au début du XIX^e siècle ; la période de formation et de consolidation des États nationaux ; l'ingérence anglaise, puis nord-américaine... Néanmoins, les différences sont aussi de taille : une administration coloniale plus centralisée au Brésil ; une émancipation négociée contrastant avec les guerres d'indépendance de l'Amérique espagnole ; la solution monarchique brésilienne alors que la république prédominait chez ses voisins ; l'unité du Brésil impérial et la division de l'Amérique hispanique... autant d'éléments qui ont fixé, chez beaucoup d'intellectuels brésiliens, l'image d'un Brésil où régnaient l'ordre et l'unité, tandis que les républiques hispano-américaines sombraient dans le chaos et l'anarchie³⁷. Leslie

³⁵ *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro*, vol. 179, abril/junho 1943, « Tradição panamericanista do Brasil », Conférence donnée par le général Sousa Docca à l'IHGB, 14/04/1943.

³⁶ Maria Lígia Coelho Prado, *Ensaio sobre Política e Cultura na América Latina do Século XIX*, Trabalho de Livre-Docência, São Paulo, Departamento de História - FFLCH - USP, 1996, p. 5.

³⁷ Sur cette question, voir Maria Lígia Coelho Prado, *A formação das nações latino-americanas*, 2e éd., São Paulo, Ed. Atual, Campinas, Ed. Da Unicamp, 1986 ; Maria Helena Capelato, « O 'gigante brasileiro' na América Latina : ser ou não ser latino-americano », in Carlos Guilherme Mota (org.), *Viagem incompleta: A experiência brasileira (1500-2000) : A grande transação*, 2e éd., São Paulo. Ed. Senac. 2000, p. 285-316 ; Lúcia Lippi de Oliveira,

Bethell³⁸ remarque quant à elle qu'aucun des hommes politiques ou intellectuels hispano-américains qui les premiers utilisèrent l'expression « Amérique latine » n'y incluaient le Brésil.

Pendant, avec la proclamation de la république en 1889, certains Brésiliens commencent à s'intéresser à l'Amérique hispanique, notamment pour y chercher des références qui leur permettent de penser le passage de la forme monarchique à la forme républicaine, ou la transition du travail esclave au travail salarié. Comme le note Katia Baggio³⁹, naît alors un certain américanisme brésilien, quand bien même la référence principale était l'exemple nord-américain.

La démarche de Xavier de Oliveira s'inscrit dans cette perspective, tout comme, avant elle, le Troisième Congrès Scientifique Latino-américain de 1905, qui a lieu à Rio de Janeiro, symbolisant une ouverture à la région. Ce congrès est d'ailleurs organisé avec l'appui total du gouvernement brésilien et du Baron de Rio Branco en particulier. Azevedo Sodré, dans le discours inaugural qu'il prononce à l'occasion, est à cet égard très clair : il s'agit de construire une solidarité inter-américaine, « ce que notre Empire n'a pas réussi à obtenir en Amérique du Sud⁴⁰ ».

À travers le projet d'Institut Interaméricain, le but recherché est de rompre l'isolement du Brésil, d'en faire même le moteur d'une dynamique continentale. Ainsi Xavier de Oliveira présente-t-il son pays comme le précurseur de la coopération intellectuelle américaine : « c'est nous qui, en Amérique, avons les premiers donné une forme concrète aux échanges intellectuels [...]»⁴¹. » Et si les pouvoirs publics brésiliens permettent au projet d'Institut de voir le jour, ils « ne feraient qu'entériner l'aspiration de tous les peuples d'Amérique⁴² ». Pour appuyer cette affirmation, Xavier de Oliveira entre en contact avec un certain nombre de diplomates latino-américains en poste au Brésil, pour « entendre l'opinion de l'Amérique⁴³ ». Les lettres reçues en retour sont d'ailleurs mises en annexe de l'ouvrage et souvent citées. Il est par exemple fait état des réponses des représentants de l'Argentine, du Chili,

« Diálogos intermitentes : relações entre Brasil e América Latina », *Sociologias*, n° 14, juillet-déc. 2005.

³⁸ Leslie Bethell, « O Brasil e a idéia de 'América latina' em perspectiva histórica », *Estudos Históricos*, vol. 22, n°44, juillet-déc. 2009, p. 289-322.

³⁹ Katia Gerab Baggio, *ouv. cité*, p. 8.

⁴⁰ Xavier de Oliveira, *ouv. cité*, p. 25.

⁴¹ *Idem*, p. 104.

⁴² *Idem*, p. 28.

⁴³ *Idem*, p. 121.

de Cuba et de l'Uruguay, qui « disent l'enthousiasme avec lequel l'Amérique reçut la noble initiative brésilienne⁴⁴ ».

Comment ne pas mettre en rapport cette idée d'Institut, cet élan vers l'Amérique, avec le retrait fracassant du Brésil de la Société des Nations cette même année 1926 ? L'auteur le fait d'ailleurs en présentant l'attitude du Brésil comme « un corollaire logique de l'orientation purement américaine [...] que suit de plus en plus l'Itamaraty⁴⁵ ». Encore faut-il préciser en quoi consiste cette « orientation purement américaine ». Nous suivons Hugo Suppo⁴⁶ lorsqu'il écrit : « Le Brésil parie sur le pan-américanisme et non sur le latino-américanisme ». S'il est l'aboutissement du « sentiment de fraternité qui unit [le Brésil] aux autres nations américaines », le projet d'Institut est présenté comme l'aboutissement de la « doctrine aujourd'hui acceptée par toute l'Amérique⁴⁷ », le « résultat de l'œuvre grandiose de l'Union pan-américaine⁴⁸ ». Bel effet de rhétorique lorsqu'on connaît les critiques de nombreux intellectuels et hommes politiques vis-à-vis des États-Unis, ce grand frère encombrant. L'appui de Rio Branco au latino-américanisme lors du Congrès de 1903 ne l'empêche pas de voir la Doctrine Monroe et le panaméricanisme défendu par les États-Unis comme utiles pour le Brésil. De fait, Rio Branco ne croyait pas réalisable la formation d'un bloc latino-américain capable de faire face aux États-Unis et choisit plutôt de faire jouer la puissance nord-américaine en faveur du Brésil. Cette politique a valu à ce dernier de renforcer chez ses voisins hispano-américains leur manque de confiance à son égard.

La création de l'Institut Inter-américain serait un moyen de concilier les deux pôles américains de la diplomatie brésilienne. D'autant plus que, rapidement, les promoteurs du projet, dont Xavier de Oliveira, le placent clairement sous l'égide de l'Union Pan-américaine : il serait un « organe » de celle-ci, participerait de sa réorganisation, serait « son meilleur appui, et l'outil qui rendrait plus efficace son action sur le continent⁴⁹ ».

L'Institut est finalement créé lors de la Conférence Panaméricaine de La Havane de 1928. C'est un délégué uruguayen, Sr. Callorda, qui en fait la proposition et la délégation argentine qui en fait le rapport. L'article du *Journal do Brasil*⁵⁰ qui en rend compte précise que cette dernière s'est appuyée sur les travaux de Xavier de Oliveira et le projet défendu par

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Idem*, p. 36.

⁴⁶ Hugo Rogélio Suppo, *art. cité*, p. 17.

⁴⁷ *Idem*, p. 27.

⁴⁸ *Idem*, p. 75.

⁴⁹ *Idem*, p. 128.

⁵⁰ *Idem*, p. 127.

Antonio Austregésilo. Ce succès, cette « grande œuvre américaine », est donc présenté comme le résultat de l'action conjointe des délégations uruguayenne, argentine et brésilienne. L'auteur de l'article ajoute que l'intervention de Lindolpho Collor, délégué brésilien, a été décisive dans la mesure où il a proposé un certain nombre de modifications au texte de Callorda, lui donnant une « plus grande ampleur »... et le mettant « plus en conformité avec le point de vue brésilien ». Ce faisant, il répondait à des instructions de l'Itamaraty. Où l'on voit comment le Brésil parvient à se présenter comme un chantre du panaméricanisme.

L'Institut, dont le fonctionnement et les statuts sont définis plus tard lors de la Conférence des Recteurs, Doyens et Éducateurs qui se tient à La Havane en 1930, n'a cependant jamais connu d'existence réelle. Si la coopération intellectuelle à l'échelle du continent se poursuit, dans le cadre ou non de l'Union panaméricaine, c'est surtout au sein de l'Organisation de Coopération Intellectuelle, qui dépendait de la Société des Nations et était donc un organisme plutôt eurocentré, que le Brésil, mais aussi d'autres pays latino-américains – en particulier l'Argentine et le Chili –, ont été les plus actifs.

Le choix de l'Institut International de Coopération intellectuelle

« [...] Plus on tend aujourd'hui à amplifier l'importance de l'œuvre de l'UNESCO et à lui accorder la plus grande confiance possible, plus on a tendance à ignorer l'existence et l'œuvre de l'organisation qui l'a précédée : l'Organisation de Coopération Intellectuelle⁵¹. »

Bien que le Pacte de la SdN n'ait pas prévu la création d'un organisme technique chargé de la coopération intellectuelle, la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle (CICI) est créée par la SdN en 1921 et se réunit pour la première fois à Genève en août 1922. Ses débuts modestes sont marqués par l'influence de la France et la méfiance, en retour, de la Grande-Bretagne. Proposé par la France en 1924 pour conforter son influence et pour permettre à la CICI de poursuivre ses travaux, l'Institut International de Coopération Intellectuelle (IICI) est inauguré à Paris en 1926⁵². La coopération

⁵¹ Pham Thi-Tu, *La coopération intellectuelle sous la SDN*, Genève, Droz, 1962, avant-propos.

⁵² Sur la coopération intellectuelle et la SdN, voir Jean-Jacques Renoliet, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la Coopération intellectuelle (1919-1946)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.

intellectuelle, selon les mots de Paul Valéry, important acteur de la CICI, a pour but :

d'amener dans tous les domaines qui relèvent d'elle une coordination des efforts, une collaboration susceptible, non seulement d'éviter des pertes de temps, de faciliter l'information, la diffusion du progrès, mais aussi de provoquer la formation, lente peut-être, mais continue, de l'esprit international⁵³.

L'Accord qui établit la création de l'Institut lui laisse une grande autonomie : mis à la disposition de la SdN, il n'en fait pas formellement partie ; il fonctionne simplement sous ses auspices. Ce qui explique sans doute que des États non membres de la SdN, comme le Brésil après 1926, collaborent, et même subventionnent, à l'œuvre de l'Institut.

Entre 1926, date où il annonce son retrait de la SdN, et 1928, année où il le confirme, le Brésil n'a jamais remis en cause sa collaboration avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle, mais n'a pas, non plus, clairement affirmé sa volonté de la poursuivre.

Cependant, auparavant, le gouvernement brésilien avait donné un certain nombre de signes qui manifestaient sa volonté de poursuivre sa collaboration avec l'OCI : Elyseu Montarroyos, nommé en octobre 1925 délégué du Brésil auprès de l'Institut, est maintenu dans ses fonctions. Par ailleurs, la question de la participation financière du Brésil à l'œuvre de coopération intellectuelle n'est jamais rejetée, même si l'accord n'est donné qu'en 1929.

Il faut dire que l'Institut, et les buts qu'il s'est fixés, rencontrent au Brésil l'appui de personnalités, qui vont activement plaider en sa faveur. Hildebrando Accioly, éminent juriste brésilien qui a fait partie de la Délégation permanente du Brésil auprès de la SdN créée en 1924, démontre, dans un ouvrage intitulé *A Cooperação Intelectual e a Liga das Nações*, que le Brésil ne peut rester en-dehors de l'œuvre de coopération intellectuelle :

L'œuvre de coopération intellectuelle, dont celui-ci [l'IICI] est le centre, revêt une telle importance comme facteur de rapprochement entre les peuples, qu'il convient tout à fait de l'accompagner de près dans ses évolutions. D'un autre côté, notre situation de pays culturellement avancé nous impose, telle une obligation que l'on ne peut que remplir, le devoir d'apporter tout notre appui à cette œuvre qui tend à faciliter le travail intellectuel dans ses manifestations internationales et établir une intelligence mutuelle entre les nations⁵⁴.

⁵³ Paul Valéry dans *L'année 1932 de la Coopération intellectuelle*, IICI, p. 3.

⁵⁴ Hildebrando Accioly cité par Mychelyne Barros de Costa, *A política cultural brasileira na UNESCO (1946-1954)*, Dissertação de mestrado, Instituto de Filosofia e Ciências

Outre cette déclaration de principes désintéressée, il s'agit pour le Brésil, grâce à l'Institut, de ne pas être totalement absent de ce qui se joue en Europe, tout en conservant son attitude de fermeté vis-à-vis de la SdN. Cette position se traduit par l'apparition de nouveaux acteurs : le délégué du Brésil auprès de l'Institut, mais aussi une commission nationale brésilienne, dont l'action, le fonctionnement et les statuts vont évoluer au fil du temps, comme a évolué par ailleurs le Service de coopération intellectuelle dépendant du Ministère des Relations extérieures⁵⁵.

Selon les mots d'Ildefonso Falcão, qui le dirige en 1935-1936, « c'est un service qui veut présenter le Brésil dans tous ses aspects culturels, le rapprochant, par l'esprit, des milieux cultivés du monde moderne⁵⁶ ». D'après Ribeiro Couto, diplomate qui œuvre à sa création dès 1934, ce qu'il nommait alors « Service d'expansion intellectuelle » avait pour but de « [...] faire discrètement la propagande des valeurs littéraires du Brésil à l'étranger, en enlevant, autant que possible, tout caractère ostentatoire de 'propagande officielle' à ces travaux [...]»⁵⁷. Cette suggestion s'appuie sur « [...] une expérience qui nous a été donné d'avoir durant sept années de constante correspondance avec des écrivains, des directeurs de revue et autres intellectuels de France, d'Italie, de Belgique, d'Argentine, etc...⁵⁸ » ; ce qui montre que le ministère s'occupait directement de la coopération intellectuelle depuis au moins 1928 (fait confirmé par la mention d'instructions données par l'Itamaraty pour que la position du Brésil soit mise en avant dans la création de l'Institut Inter-américain), mais sans que cela se fasse selon des règles bien établies.

humanas, Programa de pós-graduação em história, Mônica Leite Lessa (Dir.), UERJ, Rio de Janeiro, 2005, p. 17.

⁵⁵ Sur ce service et ses évolutions, voir Anaïs FlÉchet, Juliette Dumont, *art. cité* et Juliette Dumont, *Le Brésil et l'Institut International de Coopération intellectuelle (1926-1946) : le pari de la diplomatie culturelle*, Paris, IHEAL, coll. « Chrysalides », 2009.

⁵⁶ Arquivo Histórico do Itamaraty (AHI), 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diário de Notícias*.

⁵⁷ AHI, 542,6, 995/16141, 01/03/1934, *Informação*, de Ribeiro Couto au secrétaire général du ministère des Relations extérieures, p. 1.

⁵⁸ *Ibid.*

III. Formulation(s) d'une diplomatie culturelle brésilienne

« La Coopération Intellectuelle, pour nous, doit signifier propagande du Brésil⁵⁹. »

Ce n'est pas tant la structuration de la diplomatie culturelle brésilienne qui nous occupera ici, que les discours tenus par les acteurs brésiliens de la coopération intellectuelle autour de la nécessité d'utiliser cette dernière pour construire une image positive du Brésil à l'extérieur et ainsi favoriser ses intérêts.

Cette préoccupation est déjà présente sous l'Empire, mais c'est sans aucun doute le Baron de Rio Branco qui le premier en formule l'importance et voit dans la coopération intellectuelle un vecteur des intérêts nationaux. Ainsi, à propos du III^e Congrès scientifique qui devait se dérouler à Rio, écrit-il : « Aucune forme de propagande officielle et tendancieuse ne vaut celle qui s'effectue spontanément par le biais d'hommes de valeur, de convictions, étrangers aux passions politiques⁶⁰. »

Xavier de Oliveira s'inscrit dans cette perspective lorsqu'il évoque les voyages des professeurs Miguel Couto, Carlos Chagas ou Afrânio Peixoto, entre autres, comme des manifestations de la « propagande brésilienne⁶¹ ». Mais il met aussi en avant l'absence des moyens nécessaires pour systématiser une telle politique⁶², alors même que « la publicité du Brésil est encore un fruit défendu⁶³ ».

L'Institut Inter-américain offrirait au Brésil, à un moindre coût, l'opportunité d'amplifier des efforts jusque là épars⁶⁴. C'est aussi l'argument avancé par Elyseu Montarroyos en 1927 pour convaincre son ministre de tutelle de répondre favorablement à une demande de subventions (15 000 francs-or) formulée par le directeur de l'Institut International de Coopération Intellectuelle :

Tel est le concours financier par l'intermédiaire duquel, si modeste soit-il, le Brésil pourra, grâce à l'Institut, posséder, en plein cœur de Paris, un service de propagande nationale que, dans d'autres conditions, il n'aurait

⁵⁹ AHI, 542,6, 1045/18392, 26/03/1939, Peregrino Junior, « O problema da cooperação intelectual », in *Jornal do Commercio*.

⁶⁰ Discours du Baron de Rio Branco lors de la session d'ouverture du III^e congrès, cité par Hugo Suppo, art. cité, p. 9.

⁶¹ Xavier de Oliveira, *ouv. cité*, p. 49.

⁶² *Idem*, p. 57.

⁶³ *Idem*, p. 58.

⁶⁴ *Idem*, p. 49.

pas les moyens de maintenir avec une efficacité égale [...]. Fournies en effet sous l'égide de cette institution, dont le caractère international constitue, aux yeux du public, une garantie d'impartialité, les informations sur le Brésil seront à l'abri de la méfiance avec laquelle sont fréquemment reçues celles qui portent à peine une marque de propagande nationale [...]. Autre considération en faveur dudit projet est celle que, judicieusement menée, la propagande intellectuelle d'un pays lui ouvre de nouveaux chemins pour sa propagande économique. Elles sont nombreuses en effet les industries directement liées à l'activité intellectuelle d'un peuple ; et l'on peut dire que, de manière générale, aux informations sur ses recours et tendances d'ordre intellectuel et moral il n'est pas difficile d'associer les démonstrations de ses recours et de ses possibilités d'ordre matériel [...]⁶⁵.

On ne saurait être plus clair quant à la perception de la coopération intellectuelle comme moyen de servir les ambitions brésiliennes, tant diplomatiques qu'économiques. Selon Montarroyos, l'IIICI constitue dans cette perspective un des meilleurs relais de la propagande brésilienne en direction de l'extérieur et il s'agit donc pour le Brésil de faire fructifier le plus possible sa qualité de pays-membre. Plus tard, en 1932, le délégué brésilien auprès de l'Institut rappelle les possibilités offertes par ce dernier dans l'optique d'une véritable diplomatie culturelle :

Notre gouvernement pourrait donner à ma charge, au-delà de la stabilité qu'elle n'a pas, l'extension qu'elle comporte en faisant de moi l'agent de la propagande brésilienne en Europe. La propagande est, avant tout, un problème d'ordre intellectuel et on devrait profiter des fonctions de délégué auprès de l'IIICI pour lui adjoindre celles d' (auxiliaire ?) intellectuel auprès de nos deux ou trois ambassades les plus importantes en Europe [...]⁶⁶.

Voilà une idée qui n'est pas sans évoquer la manière dont d'autres États ont mis en place les instruments d'une diplomatie culturelle. La comparaison avec les politiques menées par des pays européens, notamment la France, mais aussi avec l'Argentine, constitue en effet un autre leitmotiv des discours en faveur d'une diplomatie culturelle brésilienne. Ainsi Xavier de Oliveira mentionne-t-il le service de relations culturelles du ministère des Relations extérieur espagnol, ainsi que les services d'expansion culturelle de la France et de l'Italie⁶⁷. C'est cependant à l'Argentine à laquelle il fait le plus référence, elle qui « s'occupe sans cesse de sa propagande dans les milieux étrangers⁶⁸ », qui

⁶⁵ AHI, 276/2/4, Lettre de Montarroyos à Otávio Mangabeira.

⁶⁶ AHI, 78/3/13, 05/11/1932, Lettre de Montarroyos à Afrânio de Melo Franco.

⁶⁷ Xavier de Oliveira, *ouv. cité*, p. 56.

⁶⁸ *Idem*, p. 49.

« fonde l'Institut Franco-Argentin et construit la Maison de l'Étudiant Argentin à Paris⁶⁹ » et est particulièrement active en termes d'échanges de professeurs et d'étudiants en Amérique⁷⁰. À travers ces actions, elle apparaît « grandiose dans ses ambitions internationales⁷¹ » et, « dans un magnifique mouvement de progrès », « trouve sa place parmi ceux qui portent les idéaux sud-américains ou pan-américains⁷² ». De même Montarroyos met-il en avant les faits et gestes de l'Argentine à l'IIICI pour inciter son gouvernement à y être plus actif.

La formulation d'une diplomatie culturelle brésilienne doit donc beaucoup aux échanges et circulations, des hommes comme des idées, qui avaient cours de part et d'autre de l'Atlantique. C'est bien à partir des toiles tissées par les différentes structures de la coopération intellectuelle, internationale, continentale ou latino-américaine, que le Brésil pense la projection de « o que é nosso⁷³ » vers l'extérieur. Encore faut-il savoir en quoi consiste « o que é nosso ».

[...] Il est temps que l'on nous connaisse à l'étranger à travers toutes nos réalisations de telle sorte que l'on cesse de considérer [le Brésil] comme une vaste étendue peuplée d'indiens sauvages et de métis analphabètes⁷⁴.

Investir dans la coopération intellectuelle est indispensable pour un pays qui souffre de ne pas être connu à l'extérieur. Déplorer le fait que le Brésil soit « le grand inconnu du monde moderne⁷⁵ » est un thème récurrent dans le discours de nos acteurs, de Xavier de Oliveira à la fin des années 1920 à Ildefonso Falcão au milieu des années 1930 ou Ribeiro Couto en 1942⁷⁶. Le second s'appuie notamment pour renforcer cette affirmation sur les propos de Souza Costa, ministre de la *Fazenda* qui vient, en 1935, de réaliser un voyage en Amérique et en Europe, et qui revient catastrophé par le manque de connaissance que l'on y a de son pays⁷⁷. Non seulement le Brésil y est méconnu, mais il est victime de clichés affligeants qui lui ôtent toute crédibilité sur la scène

⁶⁹ *Idem*, p. 53.

⁷⁰ *Idem*, p. 55.

⁷¹ *Idem*, p. 53.

⁷² *Idem*, p. 56.

⁷³ « Ce qui est à nous ».

⁷⁴ AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, Rio de Janeiro.

⁷⁵ AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta*.

⁷⁶ Instituto de História e Geografia do Brasil, Arquivo Hélio Viana, Lata DL1417, Pasta 47, Article du journal *A Manhã* du 09/08/1942, « O Brasil, sua democracia e os problemas da cooperação intelectual », par Ribeiro Couto : « Face aux deux grands blocs linguistiques anglais et espagnol, la culture du Brésil, parce que formulée en portugais, est dans une situation de complet isolement continental ».

⁷⁷ *Ibid.*

internationale, que l'on parle d'économie ou de culture. Quels sont ces clichés ? Le discours d'Ildefonso Falcão insiste sur la persistance d'un imaginaire qui fait du Brésil une terre de « sauvages », remarquée plus par sa nature exubérante que par les réalisations de son peuple, que l'on considère comme étant encore dans l'« enfance de la civilisation » : c'est cette vision-là qu'il faut combattre.

Plus que par les préoccupations d'ordre économique, qu'il n'ignore pas, Ildefonso Falcão est animé par la conviction que le Brésil doit non seulement montrer qu'il est capable de soutenir la comparaison avec les nations dites civilisées, mais aussi qu'il peut apporter une contribution originale, un nouveau souffle, au patrimoine culturel et intellectuel de l'humanité : « [...] De cette manière nous montrerons au monde civilisé que nous avons nous aussi une série de choses dont il s'enorgueillit à juste titre⁷⁸. » Nous sommes là au cœur de l'image que le Brésil veut projeter sur la scène internationale : celle d'un pays civilisé. Il rejoint en cela l'Argentine, cette « sœur » rivale⁷⁹. Que met-on derrière le concept de civilisation ? Celui-ci ne renvoie-t-il qu'au « modèle » européen ? Lorsqu'Ildefonso Falcão insiste sur la nécessité de battre en brèche les clichés dont est victime le Brésil, il souhaite que cela se fasse « à la brésilienne⁸⁰ », c'est-à-dire sans trahir ce qu'est l'identité brésilienne, donc sans avoir recours pour cela à des catégories de pensée européennes, ou singer la production culturelle de ce continent. Plus largement, la question de savoir quelle image du Brésil doit être mise en avant à l'extérieur renvoie au débat sur l'identité nationale qui agite les intellectuels brésiliens depuis les années 1920 et est au cœur de la politique de Getúlio Vargas dans les années 1930.

Conclusion

« Il n'y a rien de plus international que la construction des identités nationales⁸¹ ». Cette phrase d'Anne-Marie Thiesse pourrait résumer la problématique qui sous-tend cet article dans la mesure où l'élaboration

⁷⁸ AHI, 542,6, 995/16141, 02/02/1936, Article du *Diario de Noticias*, interview d'Ildefonso Falcão.

⁷⁹ La question de l'image construite par l'Argentine sur la scène internationale a été l'objet d'une communication intitulée « Une identité pour l'extérieur. Les travaux de la commission argentine de coopération intellectuelle » effectuée lors du colloque organisé par l'Université de Perpignan les 20 et 21 mai 2009 autour de la commémoration du bicentenaire de la Revolución de Mayo.

⁸⁰ AHI, 542,6, 653/9813, 16/11/1935, Article du journal *Careta*.

⁸¹ Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 2001, p. 11.

d'une diplomatie culturelle, donc d'une identité internationale, renvoie à la définition de l'identité nationale. Ce constat fait par l'auteur pour l'Europe du XVIII^e siècle nous semble particulièrement pertinent pour éclairer les dynamiques à l'œuvre en Amérique latine dans l'entre-deux-guerres. Nous avons en effet essayé de montrer comment les pratiques, discours et acteurs de la coopération intellectuelle, transnationale par définition, étaient réinvestis dans le cadre d'une politique dont le but est la défense d'intérêts purement nationaux ; comment des usages de partage, d'échange, de collaboration mis au service d'un idéal qui se veut universel ont été utilisés pour favoriser « o que é nosso ».

Si c'est l'Institut International de Coopération Intellectuelle qui est finalement choisi par le Brésil, et par d'autres pays latino-américains, notamment en raison de son audience mondiale, c'est une politique culturelle extérieure qui n'ignore ni l'Europe, ni les États-Unis, ni, et c'est plus inédit, le reste de l'Amérique latine, que met en place un Brésil qui se veut le trait d'union entre les deux rives de l'Atlantique. Quoi qu'il en soit, et quand bien même les moyens mis en œuvre ne sont pas toujours adaptés aux objectifs fixés, il est clair que le Brésil a saisi très tôt les avantages de s'insérer dans les relations culturelles internationales, notamment pour mener sa « politique extérieure pour le développement ». Cet extrait d'une lettre d'un diplomate brésilien l'exprime très clairement :

Personne n'ignore que, à notre époque, les relations internationales relèvent plus d'impératifs économiques et financiers que précisément d'obligations spirituelles ; la coopération intellectuelle, cependant, est parfois un meilleur intermédiaire entre les pays qui vendent et ceux qui achètent. Si en plus d'être les plus grands producteurs de café et de grands fournisseurs de matières premières nous étions aussi plus connus comme peuple cultivé, alors je pense que nous aurions cheminé vers la richesse plus facilement. Le problème de la coopération intellectuelle se transforme ainsi en problème de convenance mercantile, et il n'est pas osé d'affirmer que les triomphes économiques doivent avoir comme pendants les triomphes de la culture intellectuelle⁸².

La participation du Brésil à l'entreprise de coopération intellectuelle et la définition d'une diplomatie culturelle peuvent enfin être envisagées comme un moyen de consolider une identité nationale encore fluctuante, tant il est vrai que le Soi s'éprouve dans et par le regard de l'Autre. Argeu Guimarães, prédécesseur d'Ildefonso Falcão, ne déclare-t-il pas dans une

⁸² AHI, 542,6, 464/7042, 02/12/1935, Lettre de A. Borges da Fonseca à Mario de Saint-Brisson, consul général du Brésil à Hambourg.

interview : « Le Brésil, à travers la coopération intellectuelle, apparaît plus brésilien⁸³ ? »

RÉSUMÉ - À partir des années 1930, le Brésil construit les outils d'une diplomatie culturelle, cherchant ainsi à présenter au monde une image qui lui soit favorable. Ce processus s'enracine dans des pratiques de coopération intellectuelle qui se développent en Amérique latine à partir de la fin du XIXe siècle, puis grâce à des acteurs et des réseaux qui émergent au lendemain de la Première Guerre mondiale, dans un cadre international, à travers l'Institut International de Coopération intellectuelle, dépendant de la SdN, et panaméricain. C'est donc sur une partition qui se joue autant en Europe qu'en Amérique, dans une dynamique mêlant les échelles nationale, transnationale et internationale, qu'un certain nombre d'acteurs brésiliens composent l'identité internationale de leur pays.

MOTS-CLÉS : Brésil, Diplomatie culturelle, Coopération intellectuelle, Panaméricanisme, Institut International de Coopération Intellectuelle.

RESUMO - A partir da década de 1930, o Brasil começa a elaborar uma diplomacia cultural, com o objetivo de construir uma imagem positiva no cenário internacional. As raízes desse processo se encontram nas práticas de cooperação intelectual que se desenvolvem na América Latina no final do século XIXe, depois da Primeira Guerra mundial, a partir das redes e dos atores num quadro tanto internacional – através do Instituto Internacional de Cooperação Intelectual que dependia da Liga das Nações – quanto panamericano. Foi portanto entre a América e a Europa, em escalas nacionais, transnacionais e internacionais, que alguns brasileiros compuseram a partitura da identidade internacional do país.

PALAVRAS-CHAVE : Brasil, Diplomacia cultural, Cooperação Intelectual, Panamericanismo, Instituto Internacional de Cooperação Intelectual.

⁸³ AHI, 542,6, 995/16141, 23/12/1934, Article du *Diário de Notícias*, interview d'Argeu Guimarães.

ABSTRACT - From the 1930s (the Thirties) Brazil has been building the tools of a cultural diplomacy, trying to show the world a positive image of the country. This process takes roots in intellectual cooperation practices which develop in Latin America at the end of the 19th century, and thanks to protagonists and networks that emerge in the days following the First World War, in an international surrounding, through the National Institute of Intellectual Cooperation, depending on the SdN, and Pan-American. Therefore, it's on a score which is played as much in Europe as in America, in a development process which mixes the national, transnational and international scales that some Brazilian actors construct their country's international identity.

KEYWORDS : Brazil, Cultural diplomacy, Intellectual cooperation, Pan-Americanism, International Institute of Intellectual Cooperation.